

RCS : NICE

Code greffe : 0605

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NICE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2022 D 00707

Numéro SIREN : 914 722 186

Nom ou dénomination : SELARL CABINET AZUR DENTAIRE

Ce dépôt a été enregistré le 22/02/2023 sous le numéro de dépôt 2031

ACTE DES DÉCISIONS UNANIMES DES ASSOCIES

L'AN DEUX MILLE VINGT-DEUX
Le HUIT NOVEMBRE,
A 12H30,

Les soussignés :

- Monsieur David ALLOUCHE, chirurgien-dentiste, demeurant 1, avenue André Chénier, 06100 NICE, né à NICE (06000), le 27 avril 1991 ;
- Monsieur Thomas Julien Noël VAIARELLI, chirurgien-dentiste, demeurant 13 rue Tonduti de l'Escarène, 06000 NICE, né à NICE (06000), le 11 avril 1995 ;
- Monsieur Nicolas Charles ALLOUCHE, chirurgien-dentiste, demeurant 12, boulevard Gorbella, 06100 NICE, né à NICE (06000), le 1er février 1996 ;

Après avoir rappelé ce qui suit :

1 – qu'ils sont seuls et uniques associés de la société d'exercice libéral à responsabilité limitée dénommée **CABINET AZUR DENTAIRE**, au capital de 2.000€, ayant son siège social à NICE (06300), 7, avenue de la République, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de NICE, identifiée au SIREN sous le numéro 914 722 186 (« la Société »);

2 - que l'article 27 des statuts dispose « *La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaire quand elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas. Elles résultent, aux choix de la gérance, d'une assemblée générale, d'un acte signé par tous les associés ou d'une consultation écrite des associés* ».

Les associés soussignés sont convenus de prendre les décisions suivantes :

DECISION

PREMIERE DECISION

Nomination d'un co-gérant

Les soussignés conviennent de nommer co-gérant pour une durée de six (6) mois :

Monsieur Nicolas Charles ALLOUCHE, chirurgien-dentiste, demeurant 12, boulevard Gorbella, 06100 NICE, né à NICE (06000), le 1er février 1996.

DEUXIEME DECISION

Nomination d'un co-gérant

Les soussignés confèrent tous pouvoirs à tout porteur d'un original des présentes, à l'effet de signer toutes pièces et tous actes nécessaires à l'accomplissement des décisions prises, et d'une manière générale d'effectuer tout ce qui sera utile et nécessaire à cet accomplissement.

A la suite de ces opérations, le mandataire sera bien et valablement déchargé de tout ce qu'il aura effectué, sans qu'il soit besoin à cet égard d'un écrit spécial.

Dr. David ALLOUCHE

Dr. Thomas VAIARELLI

Dr. Nicolas ALLOUCHE

« Bon pour acceptation des fonctions de gérant »

Bon pour acceptation des fonctions de gérant

CONVENTION DE CESSION DE PART SOCIALE DE LA SOCIETE D'EXERCICE LIBERAL A RESPONSABILITE LIMITEE DENOMMEE CABINET AZUR DENTAIRE

ENTRE-LES SOUSSIGNES :

Monsieur David ALLOUCHE, chirurgien-dentiste, demeurant 1, avenue André Chénier, 06100 NICE,
Né à NICE (06000), le 27 avril 1991,
Marié avec Madame Jennifer KARSENTY à la mairie de NICE (06000) le 13 août 2019 sous le régime de la séparation de biens pure et simple suivant acte reçu par Maître ARAMINO, notaire à VILLEFRANCHE-SUR-MER, ainsi déclaré.
De nationalité française,
Résident au sens de la réglementation fiscale,
Inscrit au Tableau de l'Ordre des chirurgiens-dentistes sous le numéro 06-4056.
Numéro d'identifiant RPPS : 10101175932

A ce présent.

D'une part, ci-après dénommé aux présentes sous le vocable

" CEDANT "

Monsieur Nicolas Charles ALLOUCHE, chirurgien-dentiste, demeurant 12, boulevard Gorbella, 06100 NICE,
Né à NICE (06000), le 1^{er} février 1996,
Célibataire.
De nationalité française,
Résident au sens de la réglementation fiscale,
Inscrit au Tableau de l'Ordre des chirurgiens-dentistes sous le numéro 4618.
Numéro d'identifiant RPPS : 10106486516

A ce présent.

D'autre part, ci-après dénommé aux présentes sous le vocable

" CESSIONNAIRE "

Ci-après dénommés ensemble aux présentes sous le vocable

" PARTIES "

CAPACITE DES PARTIES

Les parties déclarent :

- Que les indications portées aux présentes concernant leur identité sont parfaitement exactes ;
- Qu'il n'existe aucune restriction à leur capacité de s'obliger par suite de faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire, cessation des paiements, incapacité quelconque ;
- Qu'elles ont la pleine capacité à l'effet de conclure les présentes et qu'elles ont toutes les autorisations à l'effet d'exercer la profession de chirurgien-dentiste.

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT

NICE

Le 13/01/2023 - Dossier 2023 00001038, référence 0604P61 2023 A 00176

Enregistrement : 25 € - Penalités : 0 €

Total liquidé : Vingt-cinq Euros

Montant reçu : Vingt-cinq Euros

Anne-Lise GAROSCIO
Agente principale
des Finances Publiques

NA DA

EXPOSE

Préalablement à la **CESSION DE PART SOCIALE** faisant l'objet des présentes, les parties ont exposé ce qui suit :

Aux termes d'un acte sous signatures privées en date à NICE du 7 juin 2022, il a été constitué une Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée dénommée CABINET AZUR DENTAIRE, ayant son siège social 7, avenue de la République 06300 NICE, pour une durée de 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés et ayant pour activité l'exercice de la profession de chirurgien-dentiste.

Ladite société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de NICE, sous le numéro 914 722 186, depuis le 20 juin 2022.

Le capital social a été fixé à la somme de DEUX MILLE EUROS (2 000,00 EUR), divisé en 2000 parts, de UN EURO (1,00 EUR) chacune, numérotées de 1 à 2000, et actuellement réparties de la façon suivante :

Monsieur David ALLOUCHE, 1999 parts, numérotées de 1 à 1999.

Monsieur Thomas VAIARELLI, 1 part, numérotée 2000.

REMISE DE PIECES PREALABLES

Le **CEDANT** déclare :

- que la société est en règle avec la réglementation sur les sociétés d'exercice libéral et qu'elle n'est pas en état de cessation de paiements ;

- qu'il n'a été tenu, pour l'heure, aucune assemblée générale ordinaire ou extraordinaire ainsi qu'il résulte du registre, à l'exception d'une séance des décisions de l'associé unique préalablement aux présentes ;

- que le **CESSIONNAIRE** a reçu, préalablement à la cession toutes informations intéressantes les conventions réglementées, le cas échéant ;

- que le **CESSIONNAIRE** a été informé de l'état des engagements et conventions conclus par la société ;

- que le **CESSIONNAIRE** a reçu du représentant légal de la société l'assurance que celle-ci n'est l'objet d'aucune procédure pour quelque raison que ce soit.

Le **CESSIONNAIRE** reconnaît avoir effectivement reçu les éléments susvisés dès avant ce jour, lui permettant ainsi de les examiner et également de les faire examiner par tout conseil de son choix.

ORIGINE DE PROPRIETE DES DROITS SOCIAUX CEDES

La part sociale ci-après cédée appartient au **CEDANT** pour lui avoir été attribuée lors de la constitution de la société en représentation de son apport en numéraire.

INFORMATION DES ASSOCIES

La cession ne portant pas sur plus de 50% des parts n'est pas concernée par les dispositions de la loi numéro 2014-856 du 31 juillet 2014.

AGREMENT

Conformément à l'article 2 du pacte d'associés en date du 5 août 2022, la présente cession, compte tenu de la personne du **CEDANT**, n'est pas soumise à l'agrément de la société.

CECI EXPOSE, il est passé à la cession de part sociale objet des présentes :

CESSION DE PART SOCIALE

Le **CEDANT** cède sous les garanties ordinaires de fait et de droit, au **CESSIONNAIRE** qui accepte, une (1) part sociale, portant le numéro 1999, qu'il détient dans la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée CABINET AZUR DENTAIRE.

NA DA

La part cédée est libre de tout nantissement, saisie ou autre mesure pouvant faire obstacle à la cession, anéantir ou réduire les droits du **CESSIONNAIRE**.

PROPRIÉTÉ - JOUISSANCE

Le **CESSIONNAIRE** sera propriétaire de la part sociale cédée à compter de ce jour.

Dès cette date, il en aura la jouissance par la possession réelle. Il sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés à cette part, étant toutefois entendu que la cession ne sera opposable à la société émettrice et aux tiers qu'après l'accomplissement des formalités de publicité nécessaires.

Le **CESSIONNAIRE** aura seul droit aux dividendes mis en paiement pendant l'exercice en cours, et les exercices ultérieurs ; le **CEDANT** aura seul droit aux dividendes mis en paiement au cours des exercices antérieurs.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal d'UN EURO (1,00 EUR), dont le paiement a lieu de la manière indiquée ci-après.

PAIEMENT DU PRIX

Le **CESSIONNAIRE** a payé le prix comptant dès avant ce jour et hors la vue du rédacteur des présentes, au **CEDANT**, qui le reconnaît et lui en consent quittance sans réserve.

DONT QUITTANCE

ORIGINE DES FONDS

Le **CESSIONNAIRE** déclare avoir effectué le paiement du prix au moyen de ses fonds personnels.

ABSENCE DE GARANTIE DE PASSIF

Le rédacteur des présentes a indiqué dès avant ce jour au **CESSIONNAIRE** qu'une convention de garantie de passif sert à traiter les difficultés surgissant postérieurement à la cession, mais dont l'origine relève de la gestion des dirigeants en fonction avant la cession.

La présente cession est acceptée par le **CESSIONNAIRE** sans garantie de passif de la part du **CEDANT**, le **CESSIONNAIRE** déclarant connaître la situation active et passive de la société.

Le **CESSIONNAIRE** déclare avoir été averti des conséquences de l'absence de garantie de passif et des risques encourus.

CREANCE DU CEDANT CONTRE LA SOCIETE

Le **CEDANT** conserve la totalité de ses droits sur le compte-courant dont il est titulaire, ceux-ci étant exclus de la présente cession, ce que le **CESSIONNAIRE** reconnaît.

FISCALITE

La société émettrice est actuellement soumise au régime fiscal des sociétés de capitaux passibles de l'impôt sur les sociétés et n'est pas à prépondérance immobilière au sens du Code général des impôts.

La réalisation de la présente cession ne remet pas en cause ce régime fiscal.

La présente cession sera soumise aux dispositions de l'article 726 I 1°bis du Code général des impôts.

NA DA

CALCUL DES DROITS

Abattement applicable : Nombre de parts cédées : 0,05 %(rapport du nombre parts cédées/nombre total de parts) x 23.000 euros.

soit 12,00 eur

Montant du prix de cession : **UN EURO (1,00 EUR)**

Le minimum de perception étant fixé à 25 euros, le **CESSIONNAIRE** s'oblige à payer 25 euros au Trésor Public.

PLUS-VALUES

Le prélèvement forfaitaire unique s'applique désormais à toutes les plus-values de cession de valeurs mobilières et de droits sociaux. Il est assis sur le montant des plus-values nettes, après imputation des moins-values subies au cours de la même année, puis de celles subies au titre des dix années antérieures et après abattement fixe pour les dirigeants partant à la retraite. Les abattements proportionnels pour durée de détention sur les plus-values de cession de titres acquis à compter du 1er janvier 2018 ne sont plus applicables. Une option pour l'imposition au barème progressif de l'impôt sur le revenu reste possible pour les plus-values de cession de titres acquis avant le 1er janvier 2018.

Le **CEDANT** précise que la valeur d'origine de la part sociale objet des présentes est d'un euro, et qu'il en est propriétaire de lui 7 juin 2022. Il déclare ne pas avoir d'impôt sur la plus-value à payer, les éléments de calcul ayant abouti à l'absence de plus-values, le prix de cession étant égal au prix de souscription.

Par suite, il n'y a pas lieu au dépôt de la déclaration 2048 M-SD.

SIGNIFICATION - OPPOSABILITE

La présente cession sera opposable à la société par voie de signification faite par exploit d'huissier à la diligence du **CESSIONNAIRE**, conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publication des statuts modifiés au registre du commerce et des sociétés.

MODIFICATION DE LA REPARTITION DES PARTS SOCIALES

Tous les associés étant présents ou représentés, ils décident à l'unanimité de modifier la répartition des parts sociales au sein des statuts de la société en conséquence de la cession qui précède.

Les statuts sont modifiés comme suit :

Le capital social est fixé à la somme de DEUX MILLE EUROS (2 000,00 EUR) et il est divisé en DEUX MILLE (2000) parts sociales de UN EURO (1,00 EUR) chacune, entièrement libérées, numérotées de UN (1) à DEUX MILLE (2000), et attribuées conformément à la répartition suivante.

TABLEAU DE REPARTITION

Titulaire	Parts	Numéros affectés
Monsieur David ALLOUCHE	1998	1 à 1998
Monsieur Nicolas ALLOUCHE	1	1999
Monsieur Thomas VAIARELLI	1	2000

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites domicile est élu :

- Pour le **CEDANT** en son adresse indiquée en tête des présentes,

NA JA

- Pour le **CESSIONNAIRE** en son adresse indiquée en tête des présentes,

FRAIS

Les frais et droits des présentes et de leur suite seront supportés par le **CESSIONNAIRE** qui s'oblige à leur paiement.

Les parties supporteront chacune les honoraires de leurs Conseils.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix; elles reconnaissent avoir été informées par le rédacteur des présentes des sanctions fiscales et des peines correctionnelles encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation ainsi que des conséquences civiles édictées par l'article 1202 du Code civil.

CONCLUSION DU CONTRAT

Les parties déclarent que les stipulations de ce contrat ont été, en respect des dispositions impératives de l'article 1104 du Code civil, négociées de bonne foi. Elles affirment qu'il reflète l'équilibre voulu par chacune d'elles.

DEVOIR D'INFORMATION RECIPROQUE

L'article 1112-1 du Code civil impose aux parties un devoir précontractuel d'information, qui ne saurait toutefois porter sur le prix. L'ensemble des informations dont chacune des parties dispose, ayant un lien direct et nécessaire avec le contenu du présent contrat et dont l'importance pourrait être déterminante pour le consentement de l'autre, doit être préalablement révélé.

Les parties reconnaissent être informées qu'un manquement à ce devoir serait sanctionné par la mise en œuvre de leur responsabilité, avec possibilité d'annulation du contrat si le consentement du cocontractant a été vicié.

Chacune des parties déclare avoir rempli ce devoir d'information préalable.

CONVENTIONS ANTERIEURES

Les parties conviennent que les conditions du présent acte se substituent purement et simplement à celles figurant dans tout autre document éventuellement régularisé ou échangé avant ce jour, même verbalement, en vue des présentes.

En conséquence, ces conditions sont dorénavant réputées non écrites, aucune des parties ne pourra s'en prévaloir pour invoquer le cas échéant des conditions différentes.

LITIGES

Tous les litiges ou différends relatifs notamment à la validité, l'interprétation, l'exécution ou la résolution du présent contrat seront soumis avant tous recours à une conciliation confiée au Conseil départemental de l'Ordre des chirurgiens-dentistes, en application de l'article R.4127-259 du code de la santé publique.

FORMALITES AUPRES DE L'ORDRE DES CHIRURGIENS-DENTISTES

Les parties sont informées par le rédacteur des présentes des formalités à accomplir auprès de l'Ordre des chirurgiens-dentistes, conformément à l'article R.4127-279 du code de la santé publique, ci-après littéralement rapporté, et s'y obligent :

.../...

NA DA

Il ne peut y avoir d'exercice conjoint de la profession sans contrat écrit soumis au conseil départemental de l'ordre et qui respecte l'indépendance professionnelle de chaque chirurgien-dentiste.

Les contrats ou avenants doivent être communiqués, conformément aux articles L. 4113-9 à L. 4113-12, au conseil départemental de l'ordre, qui vérifie leur conformité avec les principes du présent code de déontologie ainsi que, s'il en existe, avec les clauses des contrats types établis par le Conseil national de l'ordre.

Toute convention ou contrat de société ou avenant ayant un objet professionnel conclu entre un ou plusieurs chirurgiens-dentistes, d'une part, et un ou plusieurs membres d'autres professions de santé, d'autre part, doit être communiqué au conseil départemental de l'ordre des chirurgiens-dentistes. Celui-ci le transmet avec son avis au conseil national, qui examine si le contrat est compatible avec les lois en vigueur et avec le code de déontologie, notamment avec l'indépendance des chirurgiens-dentistes.

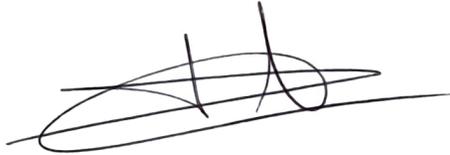
Les projets de convention, de contrat ou d'avenant établis en vue de l'application du présent article sont communiqués au conseil départemental de l'ordre, qui doit faire connaître ses observations dans le délai d'un mois.

Le chirurgien-dentiste doit signer et remettre au conseil départemental une déclaration aux termes de laquelle il affirme sur l'honneur qu'il n'a passé aucune contre-lettre relative au contrat soumis à l'examen du conseil.

.../...

Fait à Nice, 8 novembre 2022,
En cinq (5) exemplaires

M. David ALLOUCHE



M. Nicolas ALLOUCHE



WA DA

ACTE DES DÉCISIONS UNANIMES DES ASSOCIES

L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS

Le 20 JANVIER,

A 12H30,

Les soussignés :

- Monsieur David ALLOUCHE, chirurgien-dentiste, demeurant 16, Corniche Bellevue 06000 NICE, né à NICE (06000), le 27 avril 1991 ;
- Monsieur Thomas Julien Noël VAIARELLI, chirurgien-dentiste, demeurant 13 rue Tonduti de l'Escarène, 06000 NICE, né à NICE (06000), le 11 avril 1995 ;
- Monsieur Nicolas Charles ALLOUCHE, chirurgien-dentiste, demeurant 12, boulevard Gorbella, 06100 NICE, né à NICE (06000), le 1er février 1996 ;

Après avoir rappelé ce qui suit :

1 – qu'ils sont seuls et uniques associés de la société d'exercice libéral à responsabilité limitée dénommée **CABINET AZUR DENTAIRE**, au capital de 2.000€, ayant son siège social à NICE (06300), 7, avenue de la République, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de NICE, identifiée au SIREN sous le numéro 914 722 186 (« la Société »);

2 - que l'article 27 des statuts dispose « *La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaire quand elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas. Elles résultent, aux choix de la gérance, d'une assemblée générale, d'un acte signé par tous les associés ou d'une consultation écrite des associés* ».

Les associés soussignés sont convenus de prendre les décisions suivantes :

DECISION

PREMIERE DECISION

Constat d'une cession de part sociale

Les soussignés constatent et agrément la cession d'une part sociale portant le numéro 1999 par Monsieur David ALLOUCHE à Monsieur Nicolas ALLOUCHE.

Les soussignés décident en conséquence de modifier la répartition des parts sociales au sein des statuts de la société en conséquence de la cession qui précède.

Les statuts sont modifiés comme suit :

Le capital social est fixé à la somme de DEUX MILLE EUROS (2 000,00 EUR) et il est divisé en DEUX MILLE (2000) parts sociales de UN EURO (1,00 EUR) chacune, entièrement libérées, numérotées de UN (1) à DEUX MILLE (2000), et attribuées conformément à la répartition suivante.

TABLEAU DE RÉPARTITION

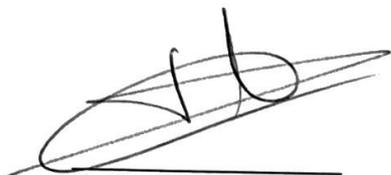
Titulaire	Parts	Numéros affectés
Monsieur David ALLOUCHE	1998	1 à 1998
Monsieur Nicolas ALLOUCHE	1	1999
Monsieur Thomas VAIARELLI	1	2000

DEUXIÈME DECISION

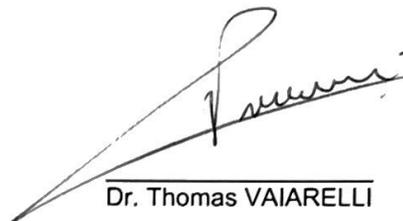
Pouvoirs

Les soussignés confèrent tous pouvoirs à tout porteur d'un original des présentes, à l'effet de signer toutes pièces et tous actes nécessaires à l'accomplissement des décisions prises, et d'une manière générale d'effectuer tout ce qui sera utile et nécessaire à cet accomplissement.

A la suite de ces opérations, le mandataire sera bien et valablement déchargé de tout ce qu'il aura effectué, sans qu'il soit besoin à cet égard d'un écrit spécial.



Dr. David ALLOUCHE



Dr. Thomas VAIARELLI



Dr. Nicolas ALLOUCHE

**STATUTS SOCIETE D'EXERCICE LIBERALE A RESPONSABILITE
LIMITEE**

*Statuts mis à jour le 8 novembre 2022,
Certifiés conformes,
Le gérant*

VT DA
NA

TITRE I

FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE – DUREE - EXERCICE

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé, sous la condition suspensive de son inscription au tableau de l'ordre, par le propriétaire des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société d'exercice libérale à responsabilité limitée de chirurgiens-dentistes.

Elle est régie par les dispositions suivantes :

- La loi n°90-1258 du 31 décembre 1990 modifiée, relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;
- Le décret n°92-704 du 23 juillet 1992 pris pour l'application de l'article 14 de la loi n°90-1258 du 31 décembre 1990 ;
- Les articles R.4113-1 et suivants du Code de la Santé publique ;
- Le code de commerce ;
- Et par tous textes législatifs et réglementaires, codifiés ou non, applicables au cours de la vie sociale et, spécialement, par le code de la santé publique ;
- Ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet l'exercice seul ou en commun de la profession de chirurgien-dentiste, telle qu'elle est définie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Elle ne peut accomplir les actes de cette profession que par l'intermédiaire d'un de ses membres ayant qualité pour l'exercer.

Elle peut réaliser toutes opérations civiles, financières, immobilières ou mobilières légalement autorisées, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, de nature à favoriser son activité, sous la condition formelle, que ces opérations soient conformes aux dispositions législatives ou réglementaires régissant l'exercice de la profession de chirurgien-dentiste.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La Société a pour dénomination : « SELARL CABINET AZUR DENTAIRE » ;

Conformément à l'article R.4113-2 du Code de la Santé publique, dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit toujours être immédiatement précédée ou suivie de la mention « Société d'exercice libéral à Responsabilité Limitée de chirurgiens-dentistes » ou de la mention « SELARL de chirurgiens-dentistes », de l'énonciation du montant du capital social, de son siège social et de la mention de son inscription au Tableau de l'Ordre.

UT DA
MA

Cette dénomination pourra comprendre le nom d'un ou plusieurs associés exerçant leur profession au sein de la Société.

La Société pourra faire suivre ou précéder sa dénomination sociale du nom et du sigle de l'association, du groupement ou réseau professionnel, national ou international dont elle est membre.

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé à : 7 Avenue de la République, 06300 Nice.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision de la gérance, et en tout autre lieu suivant décision extraordinaire des associés ou de l'associé unique.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

La société est constituée sous la condition suspensive de son inscription au Tableau du Conseil Départemental de l'Ordre des chirurgiens-dentistes du siège de la société, l'immatriculation de la société ne pouvant intervenir avant cette inscription.

ARTICLE 6 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice sera clos le 31 décembre 2022.

TITRE II CAPITAL – CAPITAL SOCIAL – PARTS SOCIALES

ARTICLE 7 – APPORTS

Il est effectué par le soussigné, l'apport en numéraire suivant :
Monsieur David ALLOUCHE la somme de 2 000 euros.

Les fonds afférents à cette souscription ont été déposés à la banque LCL NICE SAINT MAURICE, 93 Avenue Alfred Borriiglione, 06100 NICE.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de DEUX MILLE EUROS (2 000,00 EUR) et il est divisé en DEUX MILLE (2000) parts sociales de UN EURO (1,00 EUR) chacune,

UT DA
NA

entièrement libérées, numérotées de UN (1) à DEUX MILLE (2000), et attribuées conformément à la répartition suivante.

Tableau de répartition

Titulaire	Parts	Numéros affectés
Monsieur David ALLOUCHE	1998	1 à 1998
Monsieur Nicolas ALLOUCHE	1	1999
Monsieur Thomas VAIARELLI	1	2000

Total du nombre de parts composant le capital social : 2 000 parts

ARTICLE 9 - COMPOSITION DU CAPITAL - QUALITÉ D'ASSOCIÉ

Conformément à l'article 5 de la loi n°90-1258 du 31 décembre 1990 :

Plus de la moitié du capital social et des droits de vote doit être détenue par des chirurgiens-dentistes en exercice au sein de la Société, directement ou par l'intermédiaire :

- D'une société constituée dans les conditions prévues à l'article 220 quarter A du code général des impôts si les membres de cette société exercent leur profession au sein de la société d'exercice libéral ;
- Ou d'une société en participations financières de profession libérale de chirurgiens-dentistes.

Le complément peut être détenu par :

- des personnes physiques ou morales exerçant la profession de chirurgien-dentiste en dehors de la société ;
- pendant un délai de dix ans, des personnes physiques qui, ayant cessé toute activité professionnelle, ont exercé la profession de chirurgien-dentiste au sein de la Société ;
- les ayants droit des personnes physiques mentionnées ci-dessus, pendant un délai de cinq ans suivant leur décès ;
- une société constituée entre les salariés de la Société, dans les conditions prévues par l'article 220 quater A du Code général des impôts, si les membres de cette société exercent leur profession au sein de la société d'exercice libéral, ou une société de participations financières de professions libérales régie par le titre IV de la présente loi ;
- des personnes exerçant l'une quelconque des professions libérales de santé à l'exception des :
 - médecins spécialistes en stomatologie, en oto-rhino-laryngologie, en radiologie ou en biologie médicale ;
 - pharmaciens, masseurs-kinésithérapeutes et orthophonistes.
- toute personne physique ou morale légalement établie dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou

VT DA
MA

dans la Confédération suisse qui exerce, dans l'un de ces Etats, une activité soumise à un statut législatif ou réglementaire ou subordonnée à la possession d'une qualification nationale ou internationale reconnue et dont l'exercice constitue l'objet social de la société et, s'il s'agit d'une personne morale, qui répond, directement ou indirectement par l'intermédiaire d'une autre personne morale, aux exigences de détention du capital et des droits de vote prévues par la présente loi.

Dans l'hypothèse où l'une des conditions visées au présent article viendrait à ne plus être remplie, la société dispose d'un délai d'un an pour se mettre en conformité avec les dispositions de la présente loi. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Le tribunal peut accorder à la société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation. La dissolution ne peut être prononcée si, au jour où il est statué sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

Les dispositions qui précèdent autorisant la détention d'une part de capital par des personnes n'exerçant pas au sein de la Société ne peuvent bénéficier aux personnes faisant l'objet d'une interdiction d'exercice de la profession constituant l'objet de la Société.

Une même personne physique ou morale figurant parmi celles mentionnées aux 1° et 5° du deuxième alinéa de l'article 5 de la Loi n°90-1258 du 31 décembre 1990 ne peut détenir des participations que dans deux sociétés d'exercice libéral de chirurgiens-dentistes.

ARTICLE 10 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital peut être augmenté ou réduit dans les conditions et suivant les modalités fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Toutes modifications du nombre de parts sociales pouvant résulter notamment des opérations d'augmentation ou de réduction de capital ne peut avoir pour effet de contrevenir aux dispositions de la Loi du 31 décembre 1990, ni aux articles R 4113-1 à 4113-24 du Code de la Santé publique qui prévoient la quotité de capital devant être détenu par les associés chirurgiens-dentistes exerçants.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital doit être agréée dans les conditions fixées à l'article 13 des statuts.

ARTICLE 11 – REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

La propriété des parts résulte simplement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIES

UT PA
MA

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions prises par la collectivité des associés en cas de pluralités d'associés.

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social. Elle donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations. Chaque associé exerçant dans la société répond sur l'ensemble de son patrimoine des actes professionnels qu'il accomplit. La société est solidairement responsable avec lui.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

Tout démembrement de parts sera soumis aux instances ordinaires compétentes.

L'usufruitier représente valablement le nu-propiétaire à l'égard de la société dans les décisions ordinaires et le nu-propiétaire représente l'usufruitier dans les décisions extraordinaires. Toutefois, dans tous les cas, le nu-propiétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

ARTICLE 13 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1 - Dispositions générales

Les parts ne peuvent être transmises ou cédées qu'au profit d'une personne qui peut être associé de la société en vertu de la loi, et sous réserve du respect des règles légales de répartition du capital social telles que définies par les dispositions des articles 5, 6 et 7 de la loi n°90-1258 du 31 décembre 1990.

Toute cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou sous seing privé. Elle n'est opposable à la société qu'après accomplissement des formalités de l'article 1690 du Code civil ou après le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt. Elle n'est opposable aux tiers qu'après dépôt au registre du commerce et des sociétés.

2 - Agrément

Les parts ne peuvent être cédées à titre onéreux ou gratuit qu'avec l'agrément des associés donné à la majorité des trois quarts des porteurs de parts exerçant la profession au sein de la société.

Lorsque la société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés. Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au présent alinéa, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les

parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil, sauf si le cédant renonce à la cession de ses parts. Les frais d'expertise sont à la charge de la Société. A la demande du gérant, ce délai peut être prolongé par décision de justice, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider, dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ces parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans peut, sur justification, être accordé à la société par décision de justice. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Si, à l'expiration du délai imparti, la société n'a pas racheté ou fait racheter les parts, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue.

L'associé qui avait proposé de céder ses parts ne peut en cas de non-agrément, exiger le rachat de celles-ci s'il n'en est propriétaire depuis deux ans au moins, sauf le cas où il les aurait recueillies par succession, liquidation de communauté entre époux ou donation du conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant.

3 - Transmission par décès

Pour une SELARL unipersonnelle

En cas de décès de l'associé unique, la société ne continue avec ses héritiers que dans la mesure où un ou plusieurs d'entre eux sont amenés à prendre la qualité de professionnel en exercice dans la société, conformément aux règles légales de détention du capital social. A défaut, la société est dissoute immédiatement et doit être liquidée.

Pour une SELARL pluripersonnelle

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et ses héritiers, légataires ou représentants, sous réserve de l'agrément des intéressés à la majorité des trois quarts des porteurs de parts exerçant la profession au sein de la société.

La procédure d'agrément est celle fixée par la loi.

Les ayants droits d'un associé décédé ne pourront conserver les parts de la société que pendant un délai de 5 ans à compter du décès.

A l'expiration d'un délai de cinq ans, les ayants droits des associés n'ont pas cédé les parts qu'ils détiennent, la société peut, nonobstant leur opposition, décider de réduire son capital du montant de la valeur nominale de leurs parts et de les racheter à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil. Cette disposition ne s'applique toutefois pas aux héritiers et ayants droit qui avant

UT DA
NA

l'expiration du délai de cinq ans acquièrent la qualité de professionnels en exercice ou de professionnel extérieur.

En aucun cas, la transmission de parts suite au décès d'un associé ne devra avoir pour effet de porter atteinte aux dispositions de l'article 9 ci-dessus.

Dans le cas contraire, les ayants droit de l'associé décédé devront céder, dans le délai d'un an à compter du décès de l'associé, la fraction de parts nécessaires au maintien de la majorité des professionnels exerçants. À défaut, la gérance, à l'expiration dudit délai d'un an, mettra en demeure les ayants droit de l'associé décédé, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de présenter un cessionnaire dans un délai de deux mois.

4 - Liquidation d'une communauté de biens entre époux

En cas de liquidation, pour quelque cause que ce soit, de la communauté légale ou conventionnelle ayant existé entre un associé et son conjoint, l'attribution des parts sociales à l'époux qui ne possède pas la qualité d'associé et qui justifierait des qualités requises pour le devenir est soumise à l'agrément de la majorité des trois quarts des porteurs de parts exerçant la profession au sein de la société.

Le partage est notifié à la société et à chaque associé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

A compter de l'envoi de ces lettres recommandées, l'agrément est donné ou refusé dans les conditions prévues à l'article 13 et suivants ci-dessus.

Le prix de cession et les modalités de paiement sont fixés conformément aux dispositions de l'article 13 des présents statuts.

5 – Agrément du conjoint comme associé durant la communauté de biens

Si, durant la communauté de biens existant entre deux époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectué par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code civil, il doit être agréé par une décision prise à la majorité des trois quarts des porteurs de parts exerçant la profession au sein de la société après déduction des parts de l'époux associé qui ne participe pas au vote.

L'époux commun en biens ne peut revendiquer la qualité d'associé uniquement s'il remplit les conditions légales pour détenir du capital au sein d'une Société d'Exercice Libéral.

6 - Nantissement des parts sociales

Tout projet de nantissement de parts sociales doit être signifié à la société et à chaque associé. Le nantissement doit être agréé par une décision prise à la majorité des trois quarts des porteurs de parts exerçant la profession au sein de la société.

VT DA

NA

En cas de réalisation forcée des parts nanties et de défaut d'agrément préalable, le cessionnaire devra être agréé par une décision prise à la majorité des trois quarts des porteurs exerçant la profession au sein de la société.

7 – Exclusion de la valeur représentative de la clientèle en cas de cession de parts

L'art. 10 de la Loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé et aux sociétés de participations financières de professions libérales dispose que *"sauf dispositions contraires du décret particulier à chaque profession, la valeur des parts sociales prend en considération une valeur représentative de la clientèle civile. Toutefois, à l'unanimité des associés, les statuts peuvent exclure cette valeur représentative de la clientèle civile de la valorisation des parts sociales."*

Ainsi, la valeur représentative de la clientèle civile est exclue de la valorisation des parts sociales.

ARTICLE 14 – EXERCICE DE LA PROFESSION

Les dispositions législatives et réglementaires relatives à l'exercice de la profession de chirurgien-dentiste sont applicables aux associés exerçant leur activité au sein de la Société.

Chaque associé répond sur l'ensemble de son patrimoine des actes professionnels qu'il accomplit. La société est solidairement responsable avec lui. Elle devra s'assurer à ce titre.

Les membres d'une société d'exercice libéral de chirurgiens-dentistes doivent avoir une résidence professionnelle commune. Toutefois, dans les conditions fixées par l'article R.4113-24 du Code de la Santé publique, la société peut être autorisée par le Conseil départemental de l'Ordre à exercer dans un ou plusieurs cabinets secondaires si la satisfaction des besoins des malades l'exige et à la condition que la situation des cabinets secondaires par rapport au cabinet principal ainsi que l'organisation des soins dans ces cabinets permettent de répondre aux urgences. Pendant un an maximum, la société peut en outre exercer dans le cabinet où exerçait un associé lors de son entrée dans la société, lorsqu'aucun chirurgien-dentiste n'exerce dans cette localité.

ARTICLE 15 – RELATIONS AVEC L'ASSURANCE MALADIE

La société d'exercice libéral de chirurgiens-dentistes, comme les associés exerçant leur profession en son sein, est soumise à l'ensemble des lois et textes pris pour leur application régissant les rapports de la profession avec l'assurance maladie.

Lorsque les caisses d'assurance maladie ont décidé de placer hors de la convention prévue à l'article L.162-9 du code de la sécurité sociale, pour violation des engagements prévus par celle-ci, un ou plusieurs associés exerçant leur profession au sein de la société, et que ceux-ci ne se retirent pas de la société, et faute pour les autres associés, dans les conditions prévues par les statuts, de suspendre pour la

UT DA

AA

durée de la mise hors convention l'exercice de ces professionnels dans le cadre de la société, celle-ci est placée de plein droit hors convention à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la notification prévue à l'article R.4381-22.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent qu'en cas de dé-conventionnement d'une durée supérieure à trois mois ou en cas de récurrence des manquements ayant entraîné un premier dé-conventionnement qu'elle qu'en soit la durée.

Toute décision par une caisse d'assurance maladie de placer hors convention la société ou un associé exerçant sa profession en son sein, ou constatant que la société s'est placée hors convention, est notifiée à la société ainsi qu'à chacun des associés.

ARTICLE 16 - CESSATION D'ACTIVITE – RETRAIT

1- Cessation de l'activité professionnelle d'un associé exerçant au sein de la société

Le chirurgien-dentiste associé exerçant sa profession au sein de la société peut cesser son activité à la condition d'en informer la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au moins six mois à l'avance.

Il doit en aviser le Conseil Départemental de l'Ordre, dont il relève, de sa décision.

Les parts sociales de l'associé retrayant sont achetées par un acquéreur agréé dans les conditions de l'article 13 ci-dessus, ou, à défaut, par la Société, elle-même, qui doit alors réduire son capital social.

A défaut d'accord sur les prix des parts, celui-ci est fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

L'associé exerçant qui cesse toute activité professionnelle, sans être frappé d'une interdiction d'exercer la profession, a la faculté de demeurer associé avec la qualité d'ancien associé exerçant pendant une durée de dix années à compter de la date où la cessation de son activité est effective.

Toutefois, si sa cessation d'activité a pour effet de réduire la quotité de capital des associés professionnels à une fraction inférieure au minimum légal rappelé à l'article 9 des statuts, il perd, dès la survenance de l'événement, l'exercice des droits attachés aux parts qu'il détient. Ses parts sont alors rachetées à la diligence de la gérance.

Lorsque, à l'expiration du délai de dix ans, s'il est applicable, l'ancien associé professionnel n'a pas cédé la totalité des parts qu'il détient, la Société peut, nonobstant son opposition, décider de réduire son capital et de les racheter.

Tout associé professionnel qui cesse définitivement d'exercer sa profession au sein de la Société, sans mettre fin à toute activité professionnelle, perd, dès ce moment, l'exercice des droits attachés aux parts qu'il détient. Les parts sont achetées par un acquéreur agréé dans les conditions de l'article 13 ci-dessus, ou, à défaut, par la société, elle-même, qui doit alors réduire son capital social.

2 - Cessation de l'activité professionnelle d'un associé non exerçant au sein de la société

Tout associé non exerçant au sein de la société qui cesse définitivement son activité professionnelle ou qui est frappé d'une interdiction d'exercer sa profession, perd dès le jour où l'événement survient, l'exercice des droits attachés aux parts qu'il détient.

ARTICLE 17 – EXCLUSION – SUSPENSION

Conformément à l'article R.4113-16 du Code de la Santé publique, l'associé exerçant au sein d'une société d'exercice libéral de chirurgiens-dentistes peut en être exclu :

- Lorsqu'il est frappé d'une mesure disciplinaire entraînant une interdiction d'exercice ou de dispenser ces soins aux assurés sociaux, égale ou supérieure à trois mois,
- Lorsqu'il contrevient aux règles de fonctionnement de la société.

Cette exclusion est décidée par les associés statuant à la majorité absolue calculée en excluant, outre l'intéressé, les associés ayant fait l'objet d'une sanction pour les mêmes faits, ou pour des faits connexes, l'unanimité des autres associés exerçant au sein de la société et habilités à se prononcer en l'espèce devant être recueillie.

Aucune autre décision d'exclusion ne peut être prise si l'associé n'a pas été régulièrement convoqué à l'assemblée générale, quinze jours au moins avant la date prévue et par lettre recommandée avec accusé de réception et s'il n'a pas été mis à même de présenter sa défense, par lui-même ou par mandataire, sur les faits précis qui lui sont reprochés.

Les parts de l'associé exclu sont soit rachetées par un acquéreur agréé dans les conditions de l'article 13 ci-dessus, soit achetées par la société, qui doit alors réduire son capital.

A défaut d'accord sur le prix de cession des parts ou sur leur valeur de rachat, il est recours à la procédure de l'article 1843-4 du code civil.

En cas d'interdiction temporaire d'exercer ou de dispenser des soins aux assuré sociaux, sauf à être exclu dans les conditions ci-dessus, l'associé intéressé conserve ses droits et obligations d'associé à l'exclusion de la rémunération liée à l'exercice de son activité professionnelle.

ARTICLE 18 – SANCTIONS DISCIPLINAIRES

La société d'exercice libéral est soumise aux dispositions disciplinaires applicables à la profession. Elle ne peut faire l'objet de poursuites disciplinaires indépendamment de celles qui seraient intentées contre un ou plusieurs associés exerçant leur profession en son sein.

La décision qui prononce l'interdiction d'un ou plusieurs associés, mais non de la totalité d'entre eux, ne commet pas d'administrateur.

DA Vc
NA

La décision qui prononce l'interdiction soit de la société, soit de tous les associés, commet un ou plusieurs administrateurs pour accomplir tous actes nécessaires à la gestion de la société.

Au cas où la société et l'un ou plusieurs des associés sont interdits, les associés non interdits sont nommés administrateurs.

ARTICLE 19 – COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

L'associé exerçant sa profession au sein de la Société ainsi que ses ayants droits devenus associés peuvent mettre à la disposition de la Société, au titre de comptes d'associés, des sommes dont le montant, fixé par les statuts, ne peut excéder trois fois celui de leur participation au capital.

Tout autre associé peut mettre à la disposition de cette société des sommes dont le montant fixé par les statuts ne peut excéder celui de leur participation au capital.

Ces sommes peuvent être retirées, en tout ou en partie, qu'après notification à la Société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, avec un préavis qui ne peut être inférieur à six mois pour l'associé exerçant au sein de la société ou ses ayants droit, un an pour tout autre associé.

TITRE III ADMINISTRATION

ARTICLE 20 – GÉRANCE

Pour une SELARL unipersonnelle

La société est gérée par son associé unique. Il ne peut pas déléguer ses pouvoirs.

Pour une SELARL pluripersonnelle

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, choisis parmi les associés, exerçant sa ou leur profession au sein de la société. Le gérant est nommé pour une durée limitée ou non par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Ses attributions particulières sont définies dans la décision de nomination.

Les gérants sont tenus de consacrer un temps nécessaire aux affaires sociales.

Afin d'organiser les rapports entre les gérants, il est institué un collège de gérance dès que la société comporte au moins deux gérants.

Le collège de gérance est ainsi composé de l'ensemble des gérants.

DA VT
NA

Le collège de gérance se réunit aussi souvent que l'intérêt social l'exige, et au moins une fois par trimestre. Le collège devra également être réuni à la demande d'un gérant.

Les convocations peuvent être adressées soit par lettre recommandée, soit par lettre simple remise en mains propre contre récépissé. Elles doivent être adressées aux membres du collège 8 jours ouvrés au moins avant la date prévue pour la réunion et contenir l'énoncé précis de son ordre du jour. La convocation verbale et sans délai est valable si tous les gérants sont présents ou représentés.

Le collège de gérance ne se réunit et ne délibère valablement que si les gérants détenant la moitié au moins des parts sociales sont présents ou représentés. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix.

Le gérant statutaire a un droit de veto sur toutes les décisions du collège.

Tout gérant empêché peut se faire représenter par un autre gérant. Cette procuration ne pourra être donnée que par lettre recommandée ou par lettre simple remise en mains propre contre récépissé. Un gérant ne pourra toutefois représenter plus d'un gérant empêché.

Le conseil délibère valablement sur tout point porté à son ordre du jour et - lorsque tous ses membres sont présents et moyennant leur accord unanime - sur tout autre point de sa compétence.

Les décisions du conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par tous les membres présents.

Nomination du premier gérant: M DAVID ALLOUCHE est désigné premier gérant de la société.

ARTICLE 21 – POUVOIRS DU GERANT

Pour une SELARL unipersonnelle

Dans les rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, dans les limites légales, déontologiques et plus particulièrement de l'objet social, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Pour une SELARL pluripersonnelle

Dans les rapports avec les tiers, le ou les gérants ont, ensemble ou séparément en cas de pluralité de gérants, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, dans les limites légales, déontologiques et plus particulièrement de l'objet social, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans les rapports entre associés, chaque gérant peut engager la société dans la limite de cinq cents euros (500,00 eur) par an. Au-delà de cette somme, le collège de gérance à seul compétence pour autoriser un tel engagement. A défaut d'être

DA
VT
NA

autorisé par le collège de gérance ou par l'assemblée générale, le gérant ayant conclu l'engagement sera seul débiteur à l'égard du tiers et devra garantir les autres gérants et associés à l'effet qu'ils ne soient pas inquiétés et que ni eux, ni la Société ne supporte aucune somme du fait de l'engagement souscrit sans autorisation.

Les gérants ne peuvent pas déléguer leur pouvoir.

ARTICLE 22 – RESPONSABILITE DU GERANT

Pour une SELARL unipersonnelle

Le gérant est responsable en cette qualité des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables, des violations statutaires, et des fautes commises dans sa gestion.

Pour une SELARL pluripersonnelle

Le gérant est responsable individuellement, ou solidairement en cas de pluralité de gérants, des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables, des violations statutaires, et des fautes commises dans sa gestion.

ARTICLE 23 – CESSATION DES FONCTIONS DE LA GERANCE

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages intérêts.

Un gérant peut être révoqué par le Président du Tribunal de Commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Les fonctions du ou des gérants cessent par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation. Le gérant peut également démissionner de ses fonctions mais il doit prévenir chacun des associés trois mois à l'avance.

La cessation des fonctions du ou des gérants n'entraîne pas dissolution de la société.

ARTICLE 24 – REMUNERATION DE LA GERANCE

Chacun des gérants peut avoir droit suivant son implication, en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel, à passer par frais généraux.

Les modalités d'attribution de cette rémunération, ainsi que son montant, sont fixées par décision ordinaire des associés. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements sur présentation de justificatifs et à condition que ces frais soient cohérents par rapport à son activité dans la Société.

ARTICLE 25 – RESPONSABILITE DU GERANT

DA
VT
NA

Pour une SELARL unipersonnelle

Le gérant est responsable en cette qualité des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables, des violations statutaires, et des fautes commises dans sa gestion.

Pour une SELARL pluripersonnelle

Le gérant est responsable individuellement, ou solidairement en cas de pluralité de gérants, des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables, des violations statutaires, et des fautes commises dans sa gestion.

ARTICLE 26 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LA GERANCE OU UN ASSOCIE

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Cette interdiction s'applique également aux représentants légaux des personnes morales associées, aux conjoints, ascendants et descendants des gérants ou associés personnes physiques, ainsi qu'à toute personne interposée.

Sous réserve des interdictions légales, les conventions conclues entre la société et l'un de ses gérants ou associés, autres que les conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, sont soumises à la procédure de contrôle par l'assemblée des associés telle que prévue par la loi.

Lorsque les conventions portent sur les conditions dans lesquelles les associés exercent leur profession au sein de la Société, seuls les professionnels exerçant au sein de la société prennent part aux délibérations prévues par ce texte.

Ces conventions devront être communiquées par les intéressés au conseil départemental concerné dans le mois suivant leur conclusion, conformément à l'article L 4113-9 du code de la Santé publique.

TITRE IV DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 27 – DECISIONS COLLECTIVES : MODALITES

Pour une SELARL unipersonnelle

DA JT
NA

L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi à la collectivité des associés. Ses décisions sont répertoriées dans un registre ou sur des feuilles mobiles, cotés et paraphés.

Pour une SELARL pluripersonnelle

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaire quand elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas.

Elles résultent, aux choix de la gérance, d'une assemblée générale, d'un acte signé par tous les associés ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

ARTICLE 28 – REGLES DE MAJORITE

Les décisions collectives ordinaires

Hormis les exceptions prévues par la loi, les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant.

Les décisions collectives extraordinaires

Hormis exceptions prévues par la loi, les décisions collectives extraordinaires ne peuvent être valablement adoptées que si les associés présents ou représentés possèdent au moins le quart des parts sociales. A défaut de quorum, une deuxième assemblée doit être convoquée dans les deux mois de la première assemblée, le quorum est alors du cinquième des parts sociales.

Les modifications statutaires sont adoptées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

Toute modification statutaire devra être nécessairement soumise à l'approbation du conseil de l'Ordre des Chirurgiens-dentistes.

TITRE V COMPTES SOCIAUX – BENEFICES - DIVIDENDES

ARTICLE 29 – COMPTES SOCIAUX

DA
UT
NA

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également les comptes annuels en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

L'associé unique ou l'assemblée générale des associés en cas de société pluripersonnelle, délibère dans les 6 mois de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 30 – AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales, ainsi que tous amortissements de l'actif social et toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent les bénéfices.

Il est fait, sur ces bénéfices, diminué le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un compte de réserve dite « Réserve Légale ». Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Après approbation des comptes annuels et constatations d'un bénéfice distribuable, l'associé unique, ou l'assemblée générale en cas de pluralité des associés, peut décider de le reporter à nouveau, de l'affecter à des fonds de réserves généraux ou spéciaux, ou de le distribuer sous forme de dividendes au profit de l'associé unique, ou des associés en proportion des parts sociales qu'ils détiennent.

TITRE VI TRANSFORMATION – DISSOLUTION – LIQUIDATION - CONTESTATIONS

ARTICLE 31 – TRANSFORMATION

La transformation de la société en une société d'une autre forme peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts. La société ne pourra en aucun cas être transformée en société en nom collectif ou en commandite simple.

ARTICLE 32 – DISSOLUTION

La société est dissoute par l'arrivée de son terme, sauf prorogation, par la perte de son objet ou par décision judiciaire pour justes motifs.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le ou les gérants doivent provoquer une décision collective extraordinaire des associés afin de décider si la société doit être prorogée.

La dissolution anticipée peut être également résulter des statuts ou d'une décision collective extraordinaire des associés.

DA NA
VT

La réduction du capital en dessous du minimum légal ou l'existence de pertes ayant pour effet de réduire les capitaux propres à un montant inférieur à la moitié du capital social, peuvent entraîner la dissolution judiciaire de la société dans les conditions prévues par les articles L.223-2 et L.223-42 du code de commerce.

ARTICLE 33 – LIQUIDATION

La liquidation de la société est effectuée conformément au Code de commerce et aux décrets pris pour l'application de l'ancienne loi de 1966.

Le boni de liquidation est réparti entre les associés au prorata du nombre de parts qu'ils détiennent.

ARTICLE 34 – CONTESTATIONS

Toutes les contestations entre les associés ou entre la société et les associés, relatives aux affaires sociales pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

Cependant en cas de litiges ou difficultés relatifs notamment à la validité, l'interprétation, l'exécution ou la résolution du présent contrat, les parties s'engagent préalablement et obligatoirement à toute action contentieuse à soumettre leur différend devant le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Chirurgiens Dentistes, conformément aux dispositions de l'article R 4127-259 du code de Santé Publique.

ARTICLE 35 – JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE

La société est constituée sous la condition suspensive de son inscription au tableau de l'Ordre des Chirurgiens-Dentistes.

La société jouira de la personnalité morale à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, une fois réalisée la condition suspensive énoncée ci-dessus.

La société ne pourra débiter l'exercice de la profession de chirurgien-dentiste qu'après son inscription au tableau de l'Ordre départemental des Alpes-Maritimes.

ARTICLE 36 – COMMUNICATION AU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Le ou les gérants, sous leur responsabilité, sont tenus de faire au Conseil Départemental de l'Ordre des chirurgiens-dentistes les communications prévues par la loi et par les présents statuts.

En cas de modifications apportées aux statuts, le ou les gérants devront remettre au conseil départemental la modification opérée par les associés ainsi que tous les projets d'actes établis en exécution de celle-ci, et ce, avant qu'ils n'aient effectué les formalités de publicité afférentes aux modifications statutaires.

DA 124
UT

Le ou les gérants devront communiquer au Conseil départemental tous les contrats conclus par la société relatifs à son exercice professionnel ainsi que les baux qu'elle contracte.

Les associés n'ayant pas fait l'apport de leur cabinet à la société devront communiquer au conseil départemental les contrats ou projets de cession de ces cabinets à la société.

ARTICLE 37 – FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présents statuts, et ceux qui en seront la suite ou la conséquence sont à la charge de la société.

ARTICLE 38 – PUBLICITE – POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à la gérance à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi.

En autant d'originaux que nécessaire dont un exemplaire pour l'Ordre, un pour l'enregistrement et deux exemplaires pour le dépôt au greffe du tribunal de commerce.

D^r VAÏARELI Thomas


D^r David Allouche


D^r Nicolas Allouche


DA
VA
NA